

Dynamiques inclusives, vecteurs de régulation du droit à l'éducation scolaire des enfants au centre du Mali : des éléments de repère.

Soungalo ZOROME,^{1*} Idrissa Soiba TRAORE,¹ Issiaka DIAFAR¹, Yaya BAYOKO¹

1.Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, (ULSHB).

Cité Universitaire de Kabala BPE : 36 37 / Bamako- Mali.

Abstract

Since 2012, insecurity and violence fueled by multiple vulnerabilities have rapidly spread to Mali and other Sahel countries, leading to an unprecedented humanitarian crisis in these countries (Jean Claude Ndabananiye, 2021). These security crises have affected the education sector in particular. This article formulates options for regulating the right to school education for children in central Mali. We adopted a mixed methodology (quantitative and qualitative). At the end of data collection we had the following results: In Ténenkou 93.6% of teachers find that educational establishments destroyed by armed or jihadist groups must be rehabilitated. In the Mopti district, 54.7% of household heads say that NGOs have brought school kits to students. In the Bankass circle, 76.9% of teachers believe that setting up a support course program would be an optimal solution to remedy the difficulties children face. In Douentza, 78.7% of respondents think that the establishment of a mixed program (classical and Koranic school) would be an optimal solution for regularizing schools in central Mali

Keywords: regulation, right to education, school education, Dynamics, central Mali

Résumé

Depuis 2012, une insécurité et des violences alimentées par les vulnérabilités multiples se sont rapidement étendues au Mali et aux autres pays du Sahel, entraînant une crise humanitaire sans précédent dans ces pays (Jean Claude Ndabananiye, 2021). Ces crises sécuritaires ont affecté le secteur de l'éducation en particulier. Cet article formule des options de régulation du droit de l'éducation scolaire des enfants au centre du Mali. Nous avons adopté une méthodologie mixte (quantitative et qualitative). Au terme de collecte des données nous avons eu des résultats suivants: A Ténenkou 93,6 % des enseignants-es trouvent que les établissements scolaires détruits par les groupes armés ou djihadistes doivent être réhabilités. Dans le district de Mopti 54,7 % des chefs de ménage affirment que les ONG ont apporté des kits scolaires aux élèves. Dans le cercle de Bankass 76,9 % des enseignants -es estiment que la mise en place d'un programme de cours de soutien serait une solution optimale pour remédier les difficultés auxquelles les enfants font face. A Douentza 78,7 % des enquêtés pensent que la mise en place d'un programme mixte (école classique et coranique) serait une solution optimale pour réguler les écoles au centre du Mali.

Mots-clés : *régulation, droit à l'éducation, éducation scolaire, Dynamiques, centre du Mali.*

Introduction

La crise politico-sécuritaire qu'a connue notre pays en 2012 a sérieusement impacté l'éducation dans les régions du Nord et celle de la région de Mopti avec comme conséquences la fermeture des classes, l'arrêt des cours et le retrait de l'autorité et de l'administration scolaire et du personnel enseignant. Le départ massif des populations avec leurs enfants, la destruction des infrastructures scolaires, de manuels et de bâtiments administratifs. La recherche menée dans le centre du Mali, depuis le déclenchement du conflit, montre que le droit à l'éducation scolaire des enfants dans le centre du Mali a été dérégulé par la présence des groupes armés, des groupes djihadistes et des groupes terroristes qui alimentent les conflits, les tensions entre les communautés, mobilisant les enfants comme des combattants, fermant des établissements scolaires, enlevant les enseignants (Zoromé, 2023). Cet article est le fruit d'une recherche quantitative et qualitative menée au centre du Mali dont le but principal est de trouver des réponses empiriques afin d'éclairer la communauté internationale, nationale, et les organisations de la société civile, les autorités politiques, les défenseurs des droits de l'homme sur les situations afin de trouver des options de régulation du droit à l'éducation scolaire des enfants pour une meilleure prise de décision éclairée. Cela nous amène à poser des

questions suivantes : quelles sont les dynamiques permettant de réguler le droit à l'éducation scolaire des enfants au centre du Mali ? Comme hypothèse, nous avons retenu que les actions combinées entre les acteurs concernés de l'éducation constituent des facteurs de régulation du droit à l'éducation scolaire des enfants. L'objectif de ce travail est de proposer des stratégies endogènes, exogènes et des moyens afin de réguler le droit à l'éducation scolaire des enfants. Au plan structurel, nous aborderons d'abord la méthodologie, ensuite les résultats qui seront enfin discutés avec les résultats des recherches menées sur le domaine.

1 Méthodologie

1.1 Collecte des données

Les questionnaires nous ont permis de collecter les données quantitatives auprès des informateurs clés. Les informations qualitatives ont été collectées à l'aide de guide d'entretien. Les informations collectées auprès des populations nous ont permis de faire la triangulation afin de trouver un corpus, tel que défini dans les travaux de (Charlier J.-E. et Van Campenhoudt, 2014) qui consiste « À déployer plusieurs techniques différentes pour étudier un même objet. Il s'agit toujours de tester la robustesse des résultats produits par une technique et de ne jamais faire confiance à un seul instrument de production de données, quelle que soit sa sophistication. »

1.2 Recherche documentaire

L'analyse documentaire a permis de comprendre les situations de l'école et de l'éducation. Elle nous a permis de dégager la question de recherche, l'objectif de recherche et l'hypothèse de recherche. En plus, elle nous a facilité l'élaboration des questionnaires et du guide d'entretien. C'est ce que décrit (Kaufman, 1996) « Dans le modèle classique, le gros de la lecture est obligatoirement au début, pour élaborer le corpus d'hypothèses qui sera ensuite testé par l'enquête ».

1.3 Observation directe

. Les observations menées sur le terrain nous ont permis de collecter des informations factuelles. Des outils de recherche ont été utilisés tels que les dictaphones, et les téléphones pour les collectes des informations audio et des informations imagées

1.4 Échantillon et technique d'échantillonnage

En ce qui concerne la technique d'échantillonnage, nous avons fait recours à la technique boule de neige et à l'échantillonnage aléatoire simple. Pour les participants à l'entretien, nous avons adressé le guide d'entretien aux enseignants-es, aux administrateurs scolaires et aux chefs de ménages de façon aléatoire. Les questionnaires ont été administrés à 200 chefs de ménage, à 120 enseignants-es. En ce qui concerne la construction du questionnaire nous avons appliqué la technique l'échelle de Likert.

1.5 Traitement et analyse des données

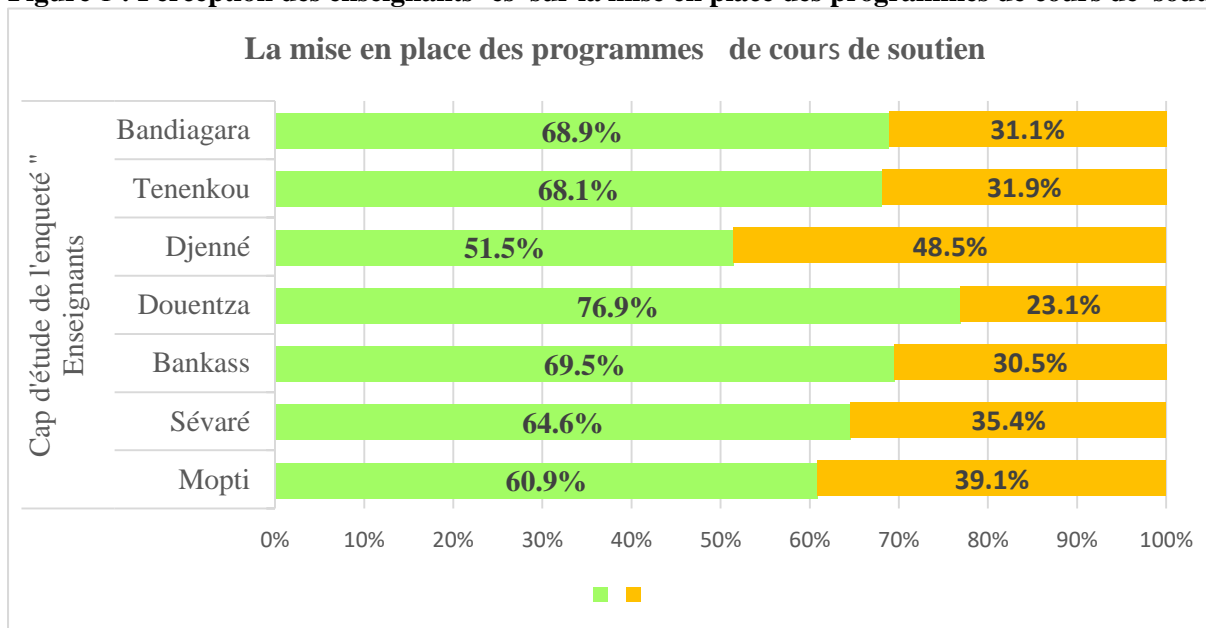
Le logiciel SPSS-v. 2020 a été utilisé pour le traitement statistique des données. Le choix de ce logiciel se justifie par sa simplicité et son efficacité en matière de traitement des données statistiques. Ce traitement des données a abouti à l'obtention de différentes figures qui ont ensuite été interprétés.

Pour le qualitatif, le contenu des discours a été analysé en prenant en compte la question d'éthique en raison de la situation sécuritaire. Ce qui est décrit dans l'œuvre de (Mongeau, 2008)

[Il faut aussi préciser les procédures de confidentialité et d'anonymat qui seront mises en place afin de respecter le droit à la protection la vie privée des personnes. [...]. Dans tous les cas, il faut obtenir les autorisations écrites des personnes concernées démontrant leur consentement libre et éclairé].

1.6 Résultats

Figure 1 : Perception des enseignants- es sur la mise en place des programmes de cours de soutien



Source : Enquête personnelle de la région de Mopti, juillet 2022

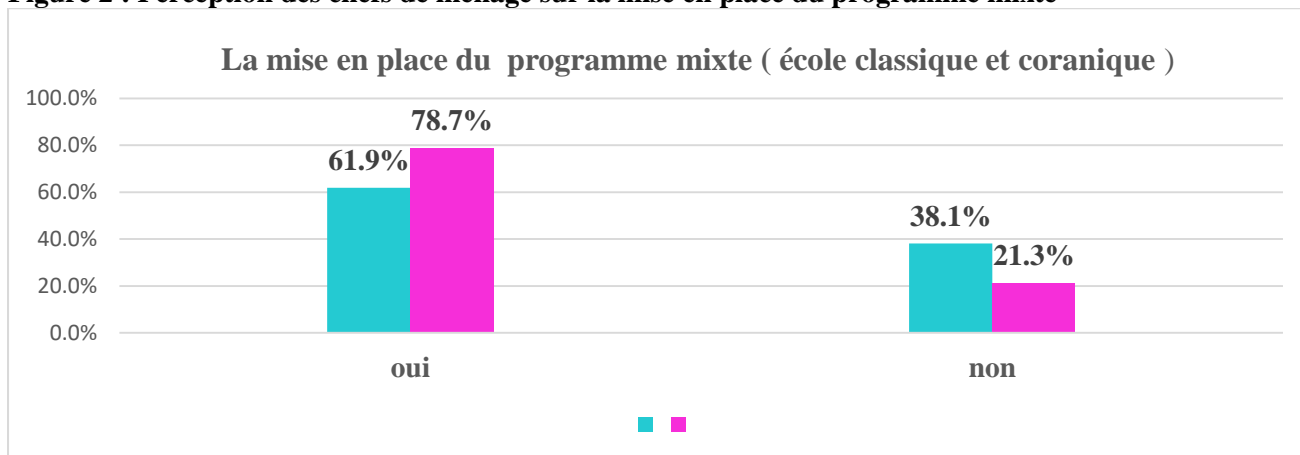
Par rapport à la prise en charge des enfants victimes des conflits armés, il s'agit des enfants déscolarisés, qui n'ont pas pu terminer avec les programmes scolaires de l'année. Dans le cercle de Bankass 76,9 % des enseignants -es estiment que la mise en place d'un programme de cours de soutien serait une solution optimale pour remédier les difficultés auxquelles les enfants font face. Ce point de vue est presque soutenu dans les CAP¹ de Bandiagara et Ténenkou. C'est ce qu'affirme un élu communal de Soroly, cercle Bandiagara

[Il y a des initiatives parce que, le projet GLEE international² est en train de faire ce travail, ils sont en train de recruter jusqu'à 15 ans ceux qui ont abandonné les écoles, jusqu'à l'âge de 15 ans, au niveau des localités, ils ont faits des enquêtes, [certains enfants] ont été identifiés et maintenant, ils essaient de les récupérer [...] au niveau des villages, ils ont mis des encadreurs, qui encadrent ces enfants, maintenant quand l'école va s'ouvrir, on va les intégrer, et aussi, ils sont en train de répertorier aussi tous les enfants à l'âge de recrutement, l'âge d'aller à l'école, ils ont fait ce travail aussi au niveau de GASS-Mali³].

Cette mise en place de programme se fait également dans des centres des déplacés à Socoura par l'Unicef qui apporte des soutiens aux enfants déplacés. Dans le village de Madina, commune de Koubwel Koundia, cercle de Douentza, des initiatives sont faites par l'ONG-OMAES et GLEE international en faveur des enfants ayant abandonné les écoles sous l'effet des conflits armés ou encore les enfants qui ont dépassé l'âge de scolarisation.

1.7 Proposition de la mise en place du programme mixte (école classique et coranique)

Figure 2 : Perception des chefs de ménage sur la mise en place du programme mixte



¹ Centre d'Animation Pédagogique

² ONG nationale basée à Bandiagara

³ Groupe d'Action Social au Sahel

Source Enquête personnelle de la région de Mopti, octobre 2022

S'agissant de la mise en place d'un programme de formation, qui prend en compte l'enseignement classique scolaire et l'enseignement coranique. Les chefs des ménages estiment qu'il est louable de mettre sur place un programme mixte. Pour les femmes 78,7 % sont favorables à la mise en place d'un programme mixte. Dans le site des déplacés à Socoura, l'Unicef Mali a mis un programme de formation mixte à l'endroit des enfants déplacés, une formation coranique et une formation scolaire classique. Cette démarche est soutenue par les hommes soit 61,9 %. En revanche, 38,1 % des chefs des ménages donnent des avis contraires pour la mise en place des programmes de formation mixte. Bien que les avis soient divergents entre les acteurs de l'éducation. Au Burkina Faso cette initiative a vu le jour. Un responsable de l'éducation exprime.

[Je veux dire que nous avons au niveau du ministère en charge de l'éducation un programme de renforcement primaire bilingue franco- arabe nous ne parlons pas d'enseignement en arabe, mais d'enseignement bilingue, comme nous le faisons en Français et en arabe, et, moré en français et en fulfulde en français et en dioula. Nous avons un programme où effectivement dans lequel nous formons chaque année une quarantaine qui vont donc effectivement enseigner, les programmes d'enseignement classique en deux langues en français en arabe en dehors de ça il n'est pas possible que nous accédions].

Figure 3 : Photo d'une école de classe prefabriquée par l'Unicef sur le site des déplacés à Socoura -Sevaré (enseignement du coran et école classique)



Source : Enquête personnelle de la région de Mopti, octobre 2022

Un responsable de l'éducation à Djenné évoque:

[Vraiment nous autorités scolaires, nous allons vers ces villageois en essayant de les sensibiliser afin qu'ils comprennent qu'en temps des conflits les enfants [...]. Les enfants ont droit à l'éducation. Ça a été dit, même s'il y a l'insécurité, même s'il y a un problème le droit à l'éducation de l'enfant ne doit pas être rejeté. On doit tout mettre en œuvre pour que l'enfant puisse avoir le droit à l'éducation même en temps de conflit, même les pays qui sont perpétuellement dans les conflits là-bas. Ces pays-là sont arrivés à booster l'éducation donc de cette même manière le Mali doit tout faire sinon [...] au niveau de notre localité nous devons tout mettre en œuvre pour que les enfants restent à l'école].

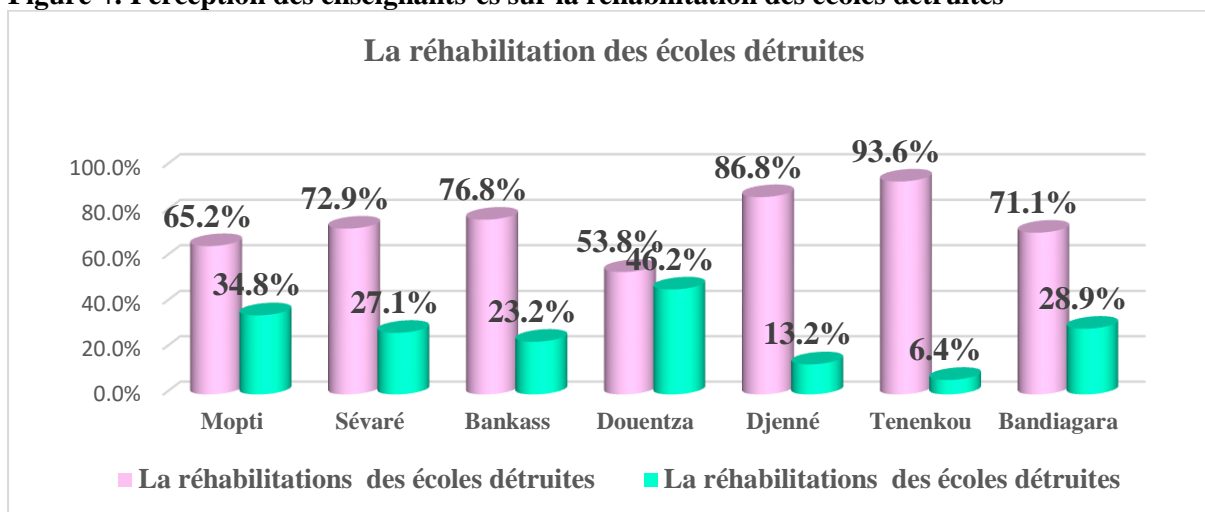
Un enseignant à Douentza estime que les communautés ont nourri des initiatives déjà pour rentrer en contact avec les groupes armés et les groupes djihadistes, afin de trouver une entente.

[Il peut y avoir une possibilité, ou encore on peut dire qu'il y a une possibilité, ce que ces groupes armés demandent très généralement, s'il y a l'école des blancs, il faut qu'il ait l'école coranique à côté, tout ça là on peut dire qu'il faut la « mixité », et il faut négocier avec eux dans les zones où les écoles sont fermées [...] s'il y a l'école des blancs, ils vont militer avec l'école coranique, moi je pense qu'avec ça on arrive à la solution. Dans

beaucoup de localité, ils ont demandé cela, nous aussi on l'avait demandé au DCAP⁴. Nous pouvons avancer cette idée, aller vers ces groupes armés, négocier avec eux-mêmes, le CAP a le moyen de créer des écoles coraniques, à côté, ils vont travailler ensemble. Parce que quand on sillonne les zones rouges, là où les écoles sont fermées, tu trouveras que les écoles des blancs sont fermées, mais il y a les medersas qui continuent à fonctionner. Je dis, pourquoi ne pas les « mixités » (la coéducation) si on essaye de faire, ça peut être une solution et ça va marcher].

En effet, dans les travaux de (Ouedraogo, 2021) au Burkina Faso les communautés locales en complicité avec les enseignants, les ONG ont développé des stratégies endogènes et exogènes afin de minimiser les impacts des conflits armés sur les écoles. Ces initiatives sont entre autres les classes temporaires, la mise en place d'un comité de veille dont leur mission est de travailler à la protection et à la sécurisation du personnel enseignant, des élèves, et des infrastructures scolaires. Il joue un rôle d'alerte en cas d'attaques par les groupes terroristes et groupes armés. Quant aux enseignants-es, ils ont développé des stratégies. Il s'agit de la modification des pratiques pédagogiques par la révision des emplois de temps. Dans certaines écoles, les cours sont dispensés le matin. Les initiatives développées par les communautés n'ont pas pu résister face aux menaces djihadistes et fautes de moyens financiers.

Figure 4: Perception des enseignants-es sur la réhabilitation des écoles détruites



Source : Enquête personnelle de la région de Mopti, octobre 2022

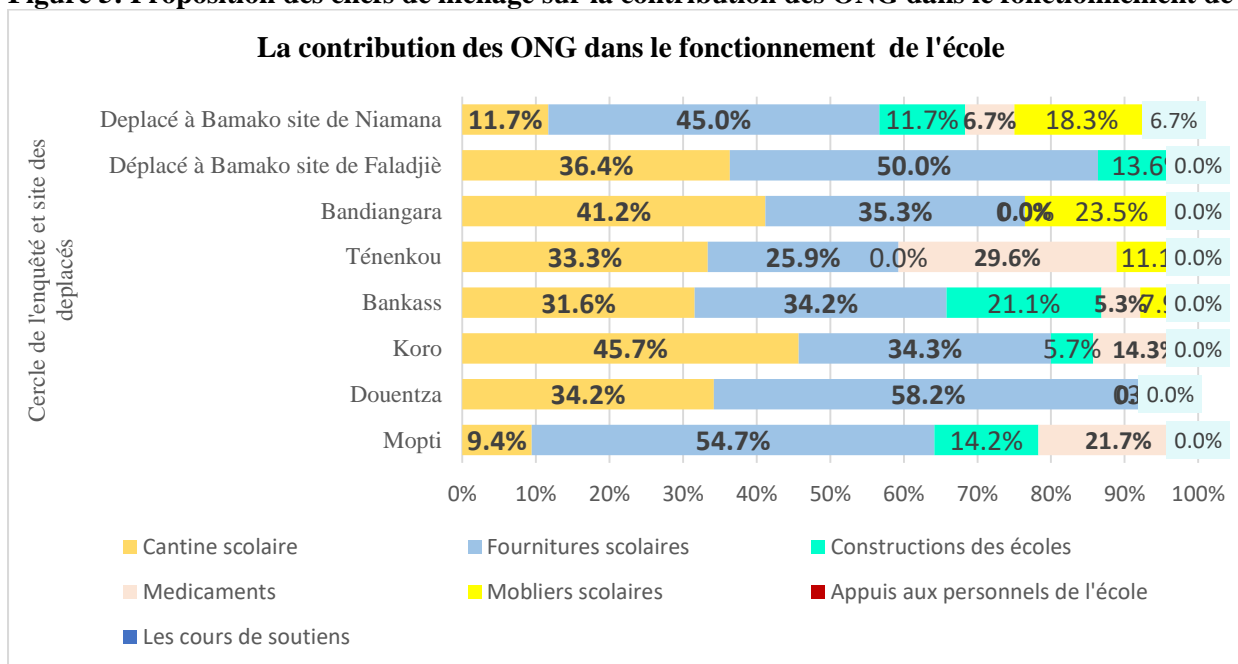
En ce qui concerne les réhabilitations des établissements scolaires détruits par les groupes djihadistes. En effet, des réponses ont été formulées par les enseignants-es. A Ténenkou 93,6 % des enseignants-es trouvent que les établissements scolaires détruits par les groupes armés ou djihadistes doivent être réhabilités. Par exemple à Djenné et Douentza ,Cameris international⁵ a réhabilité des écoles. Les réhabilitations des écoles contribuent considérablement à une réinsertion scolaire des élèves. Alors la réhabilitation doit faire l'objet de mobilisation des partenaires et des acteurs de l'école. Les réhabilitations réduisent inévitablement le taux d'abandon scolaire des enfants, et mettent fin à l'enrôlement des enfants dans les rangs des groupes terroristes ou djihadistes. En cela des campagnes de sensibilisations doivent être engagées en vue de mobiliser et de redonner confiance aux élèves et aux parents des enfants afin qu'ils laissent les enfants fréquenter les écoles d'une part, et d'autre part, les établissements doivent être sécurisés par les forces de sécurité afin de mettre en confiance les enseignants-es.

⁴ Directeur du Centre d'Animation Pédagogique

⁵ ONG basée aux Etats Unis d'Amérique

1.8 Proposition de la contribution des ONG dans le fonctionnement de l'école

Figure 5: Proposition des chefs de ménage sur la contribution des ONG dans le fonctionnement de l'école.



Source : Enquête personnelle de la région de Mopti, octobre 2022

Pour la contribution des ONG dans le fonctionnement des écoles en temps de conflit armé dans certaines localités de la région de Mopti. Nous avons des ONG telles que l'OMAES⁶ et GLEE International qui continuent d'apporter leurs soutiens en vue d'assurer le fonctionnement des écoles. Ces soutiens sont orientés autour de certains aspects indispensables à la mise en marche de l'école. A Douentza, des kits scolaires ont été offerts aux enfants et des cours de soutien sont organisés à l'endroit des jeunes filles ayant dépassé l'âge de scolarisation en vue de les réintégrer dans le système classique. Dans le cercle de Koro 45,7 % les chefs de ménage trouvent que des ONG apportent des soutiens aux écoles. Ces soutiens sont destinés aux cantines scolaires. À Bandiagara 41,2 % des répondants trouvent que les ONG ont donné des vivres alimentaires aux cantines scolaires. Dans le district de Mopti 9 %, à la différence des réponses enregistrées dans les autres cercles de la région de Mopti. Le faible taux de soutien observé dans le district de Mopti s'explique par les opportunités économiques, administratives et sociales offertes aux enfants par les chefs de ménage et les institutions de l'Etat dans les milieux urbains. C'est pourquoi, les ONG conformément aux critères préétablis préfèrent apporter leurs soutiens aux cantines scolaires qui se trouvent dans les villages dont les élèves se trouvent dans des situations de précarités et de vulnérabilités extrêmes. C'est ce que note un responsable de l'éducation à Bandiagara

[Bon, parmi les partenaires nous pouvons citer l'USAID, l'Unicef. Il y a beaucoup de partenaire, sinon des projets qui travaillent sous le couvert de l'Unicef, nous avons le Plan – Mali, nous avons le Save the children, nous avons le Care Mali International, nous avons plusieurs autres de partenaires en tout cas qui interviennent dans notre zone, il y a le Borne Fonden⁷. Tous ces projets, en tout cas, toutes ces ONG travaillent bien sûr dans le cadre de la résilience].

Pour le fonctionnement des écoles, nous observons que les contributions sont relativement faibles dans certains endroits ou presque inexistantes dans certaines localités. À Bankass la construction ou la réhabilitation des écoles par les ONG est de 21 %, tandis qu'à Bandiagara et à Ténenkou presque inexistante. En ce qui concerne les apports des ONG, dans le cercle de Ténenkou 29,6 % des chefs des ménages estiment que des médicaments ont été donnés aux écoles en ce temps des conflits armés en vue d'assurer et de maintenir de la santé des enfants et des enseignants-es. Dans le cercle de Bandiagara 23,5 % des chefs de ménage affirment que les écoles ont bénéficié des mobiliers scolaires par les ONG.

1.9 Discussion

Les stratégies de résilience en vue d'assurer le fonctionnement de l'école

⁶ Office Malienne d'Aides des Enfants au Sahel

⁷ ONG internationale

Nous avons cherché à comprendre la résilience des communautés, des partenaires techniques financiers, les associations, les ONG nationales, les ONG internationales et des particuliers sur le fonctionnement et le financement des écoles en période de conflits armés dans la région de Mopti. Les perceptions des chefs de ménage et des enseignants-es sur le fonctionnement des écoles sont indispensables dans la recherche des solutions d'un système éducatif affecté par les crises. Cela s'explique par les rôles qu'ils jouent dans la gestion de l'école. En effet, pour le fonctionnement des écoles en période de conflits armés des mécanismes de dialogue et de sensibilisation doivent être privilégiés avec les groupes armés d'une part et d'autre part avec les parents d'élèves. Dans la recherche des solutions, par exemple en Août 2019 le gouvernement du Mali sous auspices de son premier de l'époque a engagé un dialogue avec les groupes armés d'autodéfense des communautés dogon et peule dans la région de Mopti et Ségou. En outre, les stratégies de résilience développées par les communautés et les ONG, les associations pour le fonctionnement des écoles en période des conflits sont entre autres : le soutien des cantines scolaires, des dons des fournitures scolaires, des médicaments, des appuis aux personnels scolaires, des mobiliers scolaires, la construction des nouvelles classes. Des programmes de cours de soutien ont été mis sur place par les ONG en vue de rehausser le niveau des enfants qui ont abandonné les écoles. Dans cette perspective le rapport du Mali centre (SIPRI, 2023) note également que des initiatives locales ont été faites par les communautés en vue de rouvrir les écoles fermées. Elles portent sur le recrutement des diplômés « ressortissants des villages pour remplacer les enseignants qui sont partis. Cet exemple est fait dans le village de koubwel koundia dans ce village certaines jeunes filles ont été mobilisées par la mairie afin d'assurer des cours de remédiations dans les classes fondamentales après le départ de certains enseignants. La même initiative est développée par le village de Fombori. C'est ce que déclare un administrateur de l'éducation à Douentza.

[L'école coranique rénovée demande à ce qu'on fasse à côté de l'arabe le français pour que l'enfant puisse comprendre au moins le franco-arabe, cela est nécessaire dans cette zone parce que, eux, ils réclament pour notre survie, pour la paix, pour la quiétude, il faudrait que les gens choisissent des écoles coraniques rénovées peuvent également être introduites dans le système scolaire afin de maintenir certains élèves à l'école].

Les responsables scolaires de l'éducation à Bankass et à Koro, estiment que les écoles coraniques rénovées peuvent être des solutions optimales. A Sevaré, cette initiative est mise sur pied par les autorités scolaires et avec l'appui des partenaires comme l'Unicef. Par exemple, dans les camps des réfugiés à Socoura et à Sarema (Sevaré) l'Unicef a financé des programmes des cours mixtes à l'endroit des enfants déplacés. Au Niger le rapport de (PASAS, 2022) révèle que des écoles coraniques ont été expérimentées dans certaines écoles qui font un succès probant. Dans le cercle de Douentza 76,9 % des enseignants affirment que des programmes doivent être faits en vue de permettre aux enfants qui ont été forcés d'abandonner ou quitter l'école de regagner la vie normale. Cela nécessite la création des centres de formation socio-éducative et professionnelle, la création des centres permettra aux enfants d'avoir des formations professionnelles assurant leur insertion dans la vie professionnelle. C'est ce que suggère la charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (Union africaine, 2001)

[Préparer l'enfant à mener une vie responsable dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de tolérance, de dialogue, de respect mutuel et d'amitié entre les peuples, et entre les groupes ethniques, les tribus et les communautés religieuses].

Les réhabilitations des écoles détruites ou occupées par les groupes armés djihadistes doivent être au cœur des actions de l'Etat, les partenaires de l'école. C'est le cas par exemple à Hombori en 2016 où des écoles détruites par les groupes armés djihadistes ont été reconstruites ou réhabilitées par le Camris international en vue de permettre aux enfants de retourner dans les classes. Les initiatives et des actions entrepris par certains partenaires de l'école en matière de la restauration des infrastructures scolaires détruites et à la réouverture de certaines écoles font face à des menaces djihadistes et terroristes d'une part et d'autre part des menaces des conflits intercommunautaires et intracommunautaires. C'est le cas par exemple à Djenné. L'ONG Cameris international pour des raisons de l'intensification de l'insécurité, elle n'a pas pu poursuivre sa mission de réhabilitation des écoles détruites dans le cercle notamment à Kouakourou et à MOURRA. C'est ce qu'un responsable de l'éducation à Djenne révèle « *Il y avait Cameris international qui intervenait dans l'urgence, Cameris voulait commencer à Togué Morari, l'accès dans cette zone qui est difficile, il n'y a pas de sécurité. Il était obligé d'arrêter* » Dans l'optique de la recherche des solutions, les espaces scolaires doivent être sécurisés. Les enquêtés révèlent que les établissements scolaires dans le cercle de Douentza, Tenenkou, Koro et Djenné n'ont bénéficié d'aucune sécurisation de la part des forces de sécurité et de défense et aucune initiative locale n'est mise sur place par les communautés locales pour sécuriser les espaces scolaires contre les occupations des groupes armés djihadistes et terroristes, seulement dans les milieux Dogon, les groupes autodéfenses Dana Ambassagou sécurisent les populations et leurs biens. Par ailleurs, au Burkina Faso. L'œuvre de (Ouedraogo, 2021), évoque, le rôle joué par les Forces des Défenses et de Sécurité (FSD) du Burkina Faso dans la sécurisation des établissements scolaires afin de rassurer la population. En outre, les enfants dont les écoles ont été fermées ou détruites doivent être réorientés dans les zones non affectées par la crise afin qu'ils poursuivent leurs apprentissages scolaires. Des emplois du temps et des programmes pédagogiques et didactiques doivent être adoptés et adaptés dans les zones de conflits.

Un responsable de l'éducation à Douentza affirme:

[Il y a des partenaires qui nous soutiennent qui nous donnent des fournitures qui construisent des classes [...], mais c'est dans les zones sécurisées. Ils nous soutiennent, ils continuent parce qu'eux aussi, ils ne veulent pas voir tous les enfants hors du système. Il y a des gens qui donnent, pas de construction de classe récemment, mais des classes réhabilitées et des latrines par rapport à l'hygiène, par rapport au WASH, des kits sanitaires et surtout actuellement avec la covid-19 et les livres, les sacs [ont été donnés aux enfants], par rapport au « Back to School ». Le retour à l'école dans ce cas, il y a un temps de flottement, il y a un temps de délaissement, il faut sensibiliser les gens pour qu'ils reviennent à l'école. Il y a beaucoup d'ONG, l'Unicef, GLEE international, HELP, NRC, Save the children qui viennent pour nous aider].

Dans certaines écoles qui fonctionnent dans le centre du Mali, des stratégies endogènes de résiliences peuvent permettre à certaines écoles de fonctionner et rendre effective le droit à l'éducation scolaire des enfants. Dans cette perspectives les écoles mobiles peuvent être mis sur pied (Monde, 2002) Dans les milieux nomades, qui se déplacent au gré des saisons à la recherche de pâturages, séjournent deux à trois mois dans un même village, des écoles sont installées pendant cette période. Les mêmes pratiques sont observées chez les bozos et les peuls. (Olivier Guiryanan, 2021) soutient que le développement des écoles à passerelles et des écoles mobiles. Ce sont des espaces Temporaires mis en place par des ONG dans les contextes des crises (Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad); Les Espaces Temporaires d'Apprentissages (ETA) qui sont des lieux de transition vers des écoles formelles, afin de faciliter l'insertion scolaire des enfants ou leur prise en charge psychosocial. (Olivier Guiryanan, 2021) L'observation faite sur le terrain malien permet de dire que l'Espace d'Apprentissage Temporaire est une alternative qui a été mise en place par l'État et ses partenaires pour assurer la continuité scolaire des enfants des familles déplacées par la crise de 2012 et les violences intercommunautaires. Ce sont des espaces qui permettent de récupérer le flux d'enfants déplacés dans les écoles classiques. Une autre initiative est à intégrer est celle à l'endogénéisation de la pédagogie « pédagogie multigrade » (Monde, 2002) bien que ce soit le système classique, ce modèle des grands groupes permet à l'enseignant d'avoir dans une même classe, les enfants de plusieurs niveaux. La cible, ce sont les enfants de 8 à 15 ans. Cette initiative est développée à Tenenkou par le Centre d'Animation Pédagogique et les partenaires de l'école.

Conclusion

Nous pouvons conclure que des actions ont été posées par les communautés, les collectivités, les associations, des partenaires techniques et financiers en vue de mettre les écoles en marche en période de conflit armé. Au-delà des volontés, et des actions posées par certains acteurs par endroit. Il reste entendu qu'il y a des difficultés et des méfiances sur le financement des écoles et l'éducation en période de conflit. Selon le responsable de l'éducation à Douentza :

[Ces appuis continuent, mais c'est réduit. Ce n'est pas comme avant, auparavant comme partout il y a école, les partenaires viennent parce que leur désir est que tout enfant parte à l'école, en ce moment eux aussi, ils peuvent justifier les fonds qu'ils allouent dans le domaine de l'éducation. Mais ces derniers temps avec la crise, avec les conflits armés, c'est difficile. Il y a des zones où ils veulent partir, mais ils ne peuvent pas, donc ces enfants sont laissés pour compte]

En outre, l'Unicef, GLEE international et l'OMAES continuent d'intervenir auprès des populations scolaires en terme d'appuis de kits scolaires, et de cours de remédiation. En réalisant des formations coraniques et des formations scolaires dans les milieux favorables à cette pratique. Selon le responsable de l'éducation à Douentza

[L'école coranique rénovée demande à ce qu'on fasse à côté de l'arabe le français pour que l'enfant puisse comprendre au moins le franco-arabe, cela est nécessaire dans les zones peules parce qu'eux ils réclament. Pour notre survie, pour la paix et pour la quiétude, il faudrait que les gens choisissent].

En effet, pour le fonctionnement des écoles en période de conflits armés des mécanismes de dialogue et de sensibilisation doivent être privilégiés avec les groupes armés d'une part et d'autre part avec les parents d'élèves Dans cette perspective le rapport du Mali centre (SIPRI, 2023) note que des initiatives locales ont été faites par les communautés en vue de rouvrir les écoles fermées. Elles portent sur le recrutement des diplômés « ressortissants des villages pour remplacer les enseignants partis. Cet exemple est fait dans le village de koubwel koundia. Dans lequel certaines jeunes filles ont été mobilisées par la mairie de ladite commune pour assurer des cours de remédiation dans les classes fondamentales après le départ de certains enseignants. La même initiative est développée par le village de Fombori. Bien qu'elle soit timide par endroit, elle est cas même initiée Pour le fonctionnement des stratégies endogènes de résiliences peuvent permettre à certaines écoles de fonctionner et rendre l'effective le droit à l'éducation scolaire des enfants dans le centre du Mali.

Références

1. Aktouf, O. (1987). *Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des organisations Une introduction à la démarche classique et critique*. Québec: Les Presses de l'Université du Québec.
2. Beaud, M. (2006). *L'art de la thèse, Comment préparer et rédiger un mémoire de master, une thèse de doctorat ou tout autre travail universitaire à l'ère du Net*.
3. Charlier J.-E. et Van Campenhoudt. (2014). *Quatre méthodes de recherches*. Paris, Dunod.
4. Cluster éducation. (2022). , *réunion mensuelle, cluster éducation* .
5. Fofack, W. (2015). notes d'analyse : les enfants victimes des conflits armés dans le monde : Permanence et mutation. Consulté le Août consulté le 10, 2018 , sur , https://www.grip.org/sites/grip.org/files/.../NA_2013-08-21_FR_E-FOFACK.pdf
6. Jean Claude Ndabananiye, A. B. (2021). *Éducation en situation d'urgence : engagement et leadership du MENAPLN au Burkina Faso*.
7. Kaufman, J. C. (1996). *L'entretien compréhensif*. Paris: Nathan Université.
8. Monde, U. s. (2002). Environ 222 millions d'enfants vivent dans des contextes fragiles. Beaucoup ne vont pas à l'école. (N° 4), 44.
9. Mongeau. (2008). *Réaliser son mémoire ou sa thèse*. Presses universitaires du Québec.
10. Olivier Guiryanan, C. C. (2021). *Éducation en situation d'urgence, de crises et de vulnérabilités au Sahel quels mécanismes d'adapation de l'aide au développement ? Plateforme d'Analyse du Suivi et d'Apprentissage au Sahel, Production Pasas*.
11. Ouedraogo, V. R. (2021). *Crise sécuritaire dans les pays du G5 sahel, comprendre pour agir*. Paris: l'Harmattan.
12. PASAS. (2022). synthèse du rapport Niger sur l'Education arabo-islamique au Sahel Plateforme d'Analyse du Suivi et d'Apprentissage au Sahel, Production Pasas. Récupéré sur <https://pasas-minka.fr>
13. SIPRI. (2023). *Projet Mali centre pour la sécurité et le développement. Enquête de perception des populations au centre du Mali*.
14. Unesco. (2011). *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour toute l'éducation dans les conflits armés : la spirale meurtrière*.
15. Union Africaine, U. (2001). *Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant*. Récupéré sur https://au.int/sites/default/files/treaties/36804-treaty-0014_-_african_charter_on_the_rights_and_welfare_of_the_child_f.pdf
16. Zoromé, S. ,. (2023). *Conflits armés , poles structurants de dérégulation du droit à l'éducation scolaire des enfants au centre du Mali*. Inde: global Scientific journals.